

Après la très forte mobilisation du 17 octobre, l'objectif doit être la grève générale à partir du 5 novembre !

Alors que le gouvernement s'attendait à 100.000 manifestants sur l'ensemble du territoire, sous-estimant de façon spectaculaire la mobilisation, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont participé à cette journée de mobilisation sous une forme ou une



autre : manifestations, occupations de rond-points, opérations péages gratuits, etc. Nunez a dû annoncer le chiffre de 550.000 pour ne pas se ridiculiser. En réalité, il y avait beaucoup plus de monde, comme en témoigne la participation énorme aux manifestations autorisées malgré la quasi-absence des directions syndicales, de l'ordre des plus grandes manifestations contre la réforme des retraites de 2023. La présence des jeunes était massive, ce qui montre la profondeur du mouvement lycéen et étudiant. Les vacances n'ont pas éteint la contestation, loin s'en faut. Le 17 octobre marque la jonction du mouvement de la jeunesse avec une partie du monde du travail.

Dans le prolongement de la répression du mouvement lycéen, le gouvernement a décidé de maltraiter les jeunes et les travailleurs qui ont choisi les manifestations autorisées. Gazage, nassage, tout a été fait pour insécuriser les manifestants et provoquer des affrontements. Un manifestant est mort dans des conditions qui restent à éclaircir à Paris, et des manifestants ont été à nouveau mutilés dans l'indifférence des médias des milliardaires : une jeune fille de 17 ans a été éborgnée à Mulhouse, un manifestant a eu la main arrachée à Saint Etienne... Mais le dispositif policier a été débordé par une multitude de manifestations sauvages et massives. La colère est immense et c'est avant tout cela qui s'est exprimée par centaines de milliers ce samedi. La police s'est concentrée sur la défense de l'Élysée où ont convergé des milliers de manifestants. Dans de nombreuses villes, la police n'a pas été en capacité de faire régner son ordre. Cette journée comporte de fortes similitudes avec l'acte III de Gilets jaunes le 1^{er} décembre 2018, avec cette fois-ci beaucoup plus de monde.

Le traitement médiatique a été infâme : silence total sur les exactions policières, absence de tout questionnement, dépolitisation des émeutiers, et focalisation obsessionnelle sur les pillages de magasins. Le silence a aussi été total sur toutes les manifestations et actions dans les petites villes. La signification du caractère massif des manifestations à dimension émeutière n'a pas droit au chapitre. Contrairement à la presse internationale qui comprend que l'ampleur de ces manifestations s'explique par la faillite politique totale du macronisme et sa stratégie policière criminelle, la presse française ne voit rien, ne comprend rien. Cela se résume à : c'est la faute à l'ultra-

gauche, à LFI, et aux voyous ! Une seule solution : plus de répression ! LFI est mise en accusation, jugée responsable ou complice de toutes les violences. Pourtant, Mélenchon s'est clairement distancié des pillages, tout en pointant la responsabilité du gouvernement. Mais les médias ne veulent rien savoir : il faut que LFI paye le prix de la journée du 17 octobre.

Les pillages, qui font les choux gras des médias pour disqualifier la mobilisation et effrayer la population qui se tient à distance de la mobilisation, sont le symptôme de la paupérisation de larges couches de la population. Les défenseurs d'un système qui entretient une contradiction croissante entre d'une part, l'incitation à la consommation, et, d'autre part, un faible pouvoir d'achat dans les classes populaires, ont beau jeu de se plaindre des pillages !

Dimanche soir, Macron a pris la parole et n'a pas apporté le moindre début de réponse aux exigences populaires. Il joue le pourrissement, et annonce de nouvelles restrictions sur le droit de manifester. Il a aussi décrété qu'à 6 mois de l'élection présidentielle les manifestations n'avaient plus lieu d'être, mais que le débat démocratique devait se faire sur les plateaux télé de ses amis milliardaires ! Enfin, il a demandé aux partis, en ciblant évidemment implicitement LFI, d'appeler au calme... Cette allocution témoigne d'une fin de règne pathétique.

Macron convoque les organisations politiques et syndicales pour tenter de réaliser une union nationale derrière lui contre les « casseurs » et les « pilleurs » ; aucune organisation ouvrière ou populaire digne de ce nom ne doit se rendre à ce rendez-vous : il est hors de question d'aider Macron à se sortir de cette situation dont il porte l'entière responsabilité, puisqu'il refuse d'apporter le moindre début de réponse aux revendications légitimes de l'immense majorité de la population.

En refusant d'appeler à la mobilisation générale le 17 octobre, les directions syndicales ont lourdement fauté. Si elles y avaient appelé, la mobilisation aurait été encore supérieure, et la criminalisation de la mobilisation aurait été plus compliquée à faire avaler pour les tenants de l'ordre bourgeois.

Mais la mobilisation a été tellement forte qu'elle ne peut que se poursuivre. Désormais, il est clair que nous pouvons vaincre Macron et son gouvernement. Cela passe par la mise en échec de son budget et le déblocage immédiat de milliards pour les besoins sociaux vitaux de la population.

Nous soutenons les appels à prolonger et amplifier la mobilisation dans les jours qui viennent. D'ores et déjà, un appel à un « Acte II » le samedi 24 octobre commence à circuler largement. Dans les universités, les étudiant-e-s restent pour certain-e-s mobilisé-e-s, et des blocages existent toujours pour faire vivre le mouvement pendant les vacances des lycéen-ne-s.

Il faut aussi désormais se saisir de l'appel à la grève des directions syndicales du 5

novembre, et en faire une énorme démonstration de puissance de notre camp social face à une stratégie gouvernementale qui ouvre grand la porte à la prise du pouvoir du RN au printemps prochain. Cette journée d'action du 5 novembre ne doit pas être une journée isolée. Elle doit être une déferlante qui mette en échec les irresponsables à la tête de l'État.

Il faut aujourd'hui préparer les conditions de la reconduction de la grève et le blocage du pays. Il faut mettre une pression maximale sur les directions syndicales pour qu'elles prennent leurs responsabilités et organisent la grève et les blocages. Il faut en même temps organiser partout des Assemblées générales sur les lieux de travail pour discuter, analyser et se mobiliser collectivement, jusqu'à une AG des AGs au niveau national qui puisse devenir la direction du mouvement. La grève reconductible dans des secteurs centraux de l'économie pourrait permettre un saut important dans la mobilisation.

Tendance CLAIRE, le 19 octobre 2026